Lula remporte les élections au Brésil : les BRICS restent stables | Avec le Dr Warwick Powell

Lula gagne ENCORE ! Voici les dernières nouvelles

#Pascal

Bienvenue à toutes et à tous pour l'un des rares directs que nous faisons sur cette chaîne. Aujourd' hui, nous recevons le docteur Warwick Powell pour parler de la nouvelle qui vient de tomber : Lula da Silva a battu Bolsonaro aux élections au Brésil. Warwick, bienvenue dans cette émission spéciale. Ravi d'être avec vous, Pascal. Merci d'avoir pris le temps de nous rejoindre, parce que nous savions tous que cette élection approchait. Ici, en Asie de l'Est, nous sommes lundi matin, chez vous aussi, et l'élection vient de se terminer. Enfin, au Brésil, on est encore dimanche soir. Et ce qu'on apprend, c'est que l'avance de monsieur da Silva est désormais tellement importante… D'ailleurs, apparemment, cent pour cent des voix ont été dépouillées.

Et donc, il a officiellement été déclaré vainqueur de l'élection. Qu'en pensez-vous ? Je suis surpris, parce que je pensais que M. Bolsonaro était en tête, d'après les derniers sondages que j'avais vus il y a une dizaine de jours. Et quand on regarde l'évolution de la situation en Amérique du Sud, avec Milei en Argentine et tous les autres dominos qui sont tombés les uns après les autres, y compris la Colombie et ainsi de suite, on a l'impression que tout le continent glisse vers la droite. Le Brésil aurait donc été la suite logique de ce mouvement. Est-ce que cela vous a surpris ?

#Warwick Powell

Écoutez, ce week-end, j'ai eu l'occasion de discuter avec plusieurs personnes à Xiongan, juste au sud de Pékin, où nous participions à une conférence sur la gouvernance mondiale. Il y avait des participants venus du monde entier, notamment du Brésil et d'autres pays d'Amérique latine. Et d' après les échos que nous avons eus pendant le week-end, donc dans les tout derniers jours avant le scrutin, le Parti des travailleurs, le parti de Lula, avait commencé à mobiliser la population comme il ne l'avait pas fait avant le premier tour. Et même si les participants à cette rencontre restaient assez prudents dans leurs analyses, ils avaient malgré tout bon espoir de voir Lula l'emporter. Et finalement, il a obtenu environ cinquante et un virgule huit pour cent des voix.

Mais je pense que, comme vous le dites, c'est vraiment un coup d'arrêt à la vague de droite qui déferle sur de nombreuses régions d'Amérique latine depuis quelques années. Et c'est un coup d' arrêt important, parce que l'économie brésilienne est évidemment la plus importante de la région. Et

à bien des égards, le Brésil se considère, et peut-être que d'autres le voient aussi ainsi, comme une sorte de premier parmi ses pairs sur la scène politique latino-américaine. Les États-Unis, comme vos téléspectateurs le savent sans doute, et tout particulièrement l'administration Trump, étaient très proches de l'adversaire de Lula, le fils de l'ancien président, qui purge actuellement une longue peine de prison, pour corruption, je crois, et que le président Trump considère vraiment comme un allié.

Donc, l'administration Trump et les forces américaines avaient probablement été très actives pour tenter d'influer sur l'issue politique. Et je pense que ce qui a surpris beaucoup de monde au premier tour, c'est à quel point le camp Bolsonaro avait réussi à mobiliser le mouvement évangélique au Brésil et à le rallier à sa cause. Et, de toute évidence, cela a suscité une réaction. Je dirais donc que j' ai été surpris, dans la mesure où j'étais assez pessimiste quant aux chances de victoire de Lula, même si je gardais espoir. Et finalement, la mobilisation des dernières semaines a permis de renverser le résultat du premier tour.

#Pascal

Oui. Alors, je veux dire, c'est la grande surprise. Et puis, bien sûr, le fait que ce soit arrivé si tard. Et, encore une fois, on le sait avec ces élections, c'est dans la dernière semaine, à peu près, que la vraie bataille commence, non ? C'est pareil aux États-Unis, et ailleurs. Les dernières quarante-huit à soixante-douze heures sont vraiment cruciales. C'est pour ça que tout le monde continue à faire campagne sur le terrain. À ce stade, il s'agit davantage de mobiliser que de vraiment faire changer les gens d'avis ou de les toucher, non ? La question, c'est : est-ce que vous arrivez à faire venir les électeurs aux urnes pour qu'ils votent pour vous ? Avez-vous vu des éléments qui indiquent comment les voix se répartissent réellement ? Est-ce une élection qui oppose plutôt les campagnes aux villes, ou le nord au sud ? Quel est, au fond, le clivage dans cette élection ?

#Warwick Powell

Oui, c'est assez clair, c'est le Nord contre le Sud. Le nord du pays a voté pour Lula, et le sud pour Bolsonaro. Ce clivage semble être très marqué dans la vie politique brésilienne depuis longtemps. Je ne suis certainement pas un expert des questions démographiques ni de la répartition des voix au Brésil, mais quand on regarde les cartes des résultats, on voit très clairement que le pays est divisé géographiquement. Souvent, on trouve des poches de soutien à un parti dans des régions dominées par l'autre, mais la répartition des voix au Brésil semble montrer très clairement qu'il existe un clivage entre le Nord et le Sud.

#Pascal

Oui, on l'a ici, justement. Ça vient de Reuters. Et cette carte n'a pas encore été complètement mise à jour depuis l'annonce du résultat. Mais oui, ce qu'on voit ici correspond à ce que vous dites : les provinces du nord semblent avoir voté pour Lula, tandis que le sud semble avoir été remporté par monsieur Bolsonaro. Alors, d'où vient, selon vous, ce clivage géographique ? Parce que, bien

souvent, ce qu'on observe, surtout dans des élections qui opposent une figure de droite à une figure de gauche, c'est plutôt un clivage entre les villes et les campagnes. Mais dans ce cas précis, la géographie semble jouer un rôle assez important.

#Warwick Powell

Écoutez, il y a une dimension géographique, avec un clivage entre villes et campagnes, si je comprends bien. Les États qui ont voté pour Lula, dans le Nord-Est, comptent un peu plus de grandes villes. Et Bolsonaro a tendance à recueillir des soutiens dans une grande partie des zones rurales, qui sont beaucoup plus conservatrices et où les évangéliques ont clairement joué un rôle très important ces derniers temps.

#Pascal

Et selon vous, qu'est-ce que cela implique désormais pour la géopolitique du Brésil ? Vous l'avez déjà dit : Donald Trump déteste Lula. Lula était l'un des remparts contre cette hégémonie américaine en Amérique latine. Et bien sûr, le Brésil, c'est le B des BRICS, n'est-ce pas ? Et les BRICS sont aujourd' hui vraiment devenus une sorte de cible de la haine de Donald Trump. Les États-Unis ont exercé une pression énorme sur le Brésil, allant jusqu'à le menacer de représailles si les Brésiliens n'élisaient pas monsieur Bolsonaro. Or, ils ne l'ont pas élu.

Je n'ai encore rien vu sur le compte Twitter officiel de la Maison-Blanche, et je n'ai pas encore consulté le compte Truth Social de Donald Trump, mais je pense que c'est trop récent. Il y aura probablement une réaction dans les prochaines heures ou d'ici un jour. Alors, selon vous, quelles conséquences cela aura-t-il sur les relations du Brésil avec le Nord ? Parce qu'on sait une chose : Donald Trump déteste tous ceux qui ne se plient pas à ses diktats, n'est-ce pas ? Je veux dire, c'est quelqu'un qui veut qu'on le suive. Et si on ne le fait pas, eh bien, il y aura des conséquences, comme on l'a vu avec monsieur Maduro.

#Warwick Powell

Oui, écoutez, je pense que ça aura plusieurs effets. Tout d'abord, bien sûr, les républicains, et le président Trump en particulier, ne seront pas contents. Ils ont cherché à mener non seulement une campagne d'ingérence idéologique dans la vie politique latino-américaine, mais aussi une campagne géopolitique visant à asseoir leur domination sur l'hémisphère occidental, au nom d'une nouvelle doctrine Monroe. Et c'est assurément un caillou dans la chaussure de cette ambition-là. Enfin, comme je l'ai dit, l'économie brésilienne est la plus importante de la région, de l'Amérique latine. Et, bien sûr, cela rend le Brésil un peu plus difficile à bousculer que certains des plus petits pays de la région, que les États-Unis ont réussi à faire plier. Voilà donc le premier point.

Cela va susciter, je pense, un certain malaise, et peut-être même de la colère à Washington. Ensuite, plus largement, à l'échelle du continent, le fait que la gauche ait remporté cette élection —

alors qu'il y a quelques semaines à peine, après le premier tour, tout laissait penser que ce serait peut-être le dernier grand domino à tomber — va, je crois, redonner de l'élan à une partie de la gauche sur tout le continent. Espérons que cela les encouragera dans leurs luttes nationales pour assurer un avenir économique qui profite au plus grand nombre, et pour garantir une souveraineté nationale qui leur permette d'agir un peu plus librement, plutôt que de rester tributaires de la politique et de l'économie des États-Unis. Et au Brésil, je veux dire, c'est assurément une reconnaissance du bilan de Lula à la présidence.

Je veux dire, c'est un quatrième mandat, un record, je crois. Et c'est une importante confirmation du bien-fondé de son action. Cela donnera certainement, à mon avis, un regain de confiance à Lula et aux parlementaires qui se rallieront à lui pour la suite. Et espérons que cela les incitera à saisir cette occasion pour consolider les politiques qu'ils mènent, mais aussi pour agir sur des enjeux géopolitiques plus larges, qui sont, bien sûr, ceux qui nous intéressent davantage dans cette émission. Espérons que cela donnera à Lula et au Brésil la confiance nécessaire pour s'atteler véritablement au projet plus vaste des BRICS et contribuer de manière substantielle à l'émergence d' un monde multipolaire, dans lequel le Brésil sera véritablement un pôle régional important.

#Pascal

Enfin, ce qui est amusant avec les BRICS, c'est qu'ils ne se soucient pas vraiment de savoir si les politiques sont de gauche ou de droite, non ? Je veux dire, les principaux pays qui en font partie, la Chine et la Russie, ont des modèles sociaux très différents, je dirais. Peut-être pas dans la façon dont leurs économies sont réellement gérées, mais l'un a clairement un gouvernement plus conservateur sous Vladimir Poutine. L'autre est, eh bien, socialiste par excellence, non ? Le Brésil, en ce sens, aurait pu poursuivre son chemin au sein des BRICS aussi bien sous Lula que sous monsieur Bolsonaro. Mais je pense que monsieur Bolsonaro a dit assez clairement que, s'il était élu, il mettrait fin à ce genre d'absurdités antiaméricaines, comme ils les appellent.

Alors que M. Lula da Silva en a justement fait l'un de ses arguments pour rallier des soutiens, en disant : « Non, nous ouvrons le Brésil sur le monde, et nous faisons partie de ce mouvement, non pas progressiste, mais multipolaire. » Alors, pensez-vous que le résultat de cette élection reflète aussi ces différentes visions de la politique étrangère du Brésil, ou est-ce que cette élection, comme la plupart des élections, portait surtout sur des enjeux de politique intérieure ?

#Warwick Powell

Écoutez, toute politique est locale, en un sens, mais il ne fait aucun doute que les grandes dynamiques liées à la place géographique du Brésil dans le monde et à ses relations avec les États-Unis ont toujours contribué à façonner la vie politique des pays d'Amérique latine. Ça ne fait aucun doute. Et le Brésil, en particulier Lula ces dernières années, n'a pas hésité à poser haut et fort ce qui me semble être les questions difficiles sur l'organisation du monde, notamment concernant certaines des grandes institutions économiques. Vous vous souvenez qu'il a posé, avec peut-être un brin d'

insolence, cette question évidente : pourquoi les pays d'Amérique latine continuent-ils à utiliser le dollar américain comme moyen de paiement lorsqu'ils commercent entre eux ?

Pourquoi n'effectuent-ils pas leurs échanges dans leurs monnaies nationales respectives ou dans une forme de monnaie régionale ? Je pense donc qu'il y a le sentiment, d'abord, qu'être lié au dollar américain n'est pas une nécessité et qu'il existe, en réalité, d'autres possibilités. Vous vous souviendrez aussi qu'il n'y a pas si longtemps, au début de cette année, le Brésil, avec d'autres pays d'Amérique latine, a mené les négociations qui ont finalement abouti à un accord commercial avec l' Union européenne. Il a fallu beaucoup de temps pour y parvenir, mais cet accord a fini par voir le jour. L'Union européenne avait besoin de trouver de nouveaux partenaires commerciaux disposés à entretenir avec elle des échanges relativement ouverts.

Et c'est un accord important, parce qu'il ouvre de nouvelles voies aux pays d'Amérique latine pour trouver des débouchés. Donc, là encore, il offre aux entreprises et aux pays la possibilité de nouer des relations économiques avec des régions du monde qui leur étaient historiquement moins accessibles. Et quand on peut faire cela, on atténue aussi certaines des pressions que peut engendrer l'exposition au dollar américain. Je pense donc que c'est vraiment très important. L'autre aspect important des BRICS, comme vous le dites, c'est qu'il ne s'agit pas d'un programme politique en soi, certainement pas au sens du clivage traditionnel entre la gauche et la droite, mais bien d'un programme axé sur le développement économique des pays du Sud.

Et donc, cela offre, je crois, un autre modèle qui permet aux pays du Sud, y compris ceux d' Amérique latine, de développer leur économie et leurs échanges commerciaux, et de participer aux flux d'investissement avec le reste du monde, sans subir, espérons-le, l'ingérence des États-Unis en particulier. Et je pense que c'est un résultat important, tant sur le plan symbolique que sur le plan très concret : la doctrine Monroe, ou la doctrine Donroe, comme certains l'appellent, je crois, a pris un coup à la suite de cette élection. Et cela va maintenant avoir ses propres conséquences, Pascal.

Enfin, vous connaissez mieux que moi ces configurations et ces arrangements. Mais il me semble que si l'administration Trump réagit mal au résultat de cette élection, notamment au regard de ses ambitions d'imposer sa domination sur l'hémisphère occidental, pour ainsi dire, elle pourrait malgré tout chercher à accentuer la pression économique et politique sur le Brésil. Elle pourrait aussi chercher à mettre des bâtons dans les roues d'autres pays, comme la Chine, qui continuent d' entretenir des relations normales avec les pays d'Amérique latine pour des raisons liées au commerce et aux investissements. Cela pourrait donc, en fait, être un facteur aggravant de l' instabilité régionale en ce moment.

#Pascal

Oui, c'est possible. Enfin, ça dépend. Tout dépendra beaucoup de la réaction des États-Unis. Je veux dire, si l'administration Trump laisse passer ça et n'en tient tout simplement pas compte, on peut s' attendre à ce que le Brésil continue comme il l'a fait jusqu'ici, non ? Parce qu'après tout, M. Lula

était déjà président. Il termine son troisième mandat. Il y a eu une interruption, bien sûr, pendant laquelle il a aussi été jeté en prison, entre autres. Donc, faire de la politique au plus haut niveau, c'est très dangereux au Brésil, y compris pour sa propre personne, comme dans beaucoup de pays du monde, d'ailleurs. Et maintenant, il peut prolonger sa présidence et, naturellement, à presque quatre-vingt-un ans, il va probablement commencer à préparer un successeur.

Et on a vu ça se produire dans d'autres pays aussi. Je veux dire qu'à ce stade, un dirigeant doit, d'une manière ou d'une autre, préparer l'après-présidence et préparer sa succession. Mais pour l'instant, je pense que le Brésil peut simplement maintenir le cap qu'il a suivi jusqu'ici, notamment en ce qui concerne les BRICS et, bien sûr, les politiques sociales à l'échelle nationale. La question, c'est : est-ce que les États-Unis vont intervenir ? On peut se dire que, par dépit, l'administration Trump tentera peut-être d'imposer de nouveaux droits de douane, voire des sanctions à l'économie brésilienne. Parce qu'il suffit de regarder ce qu'ils font, par exemple, avec Cuba, qui est, à mon avis, la plus grosse épine dans le pied des États-Unis, sans aucune raison valable.

Cuba ne représente aucune menace pour la sécurité. Cuba ne représente aucune menace sur le plan social. Tout cela relève uniquement d'une volonté de domination. Mais regardez à quel point les États-Unis sont prêts à exercer une pression extrême sur Cuba, et ça ne date pas de Donald Trump. Donald Trump n'a fait qu'intensifier cette pression en imposant, de fait, un blocus des îles cubaines. Il faut maintenant se poser la question : et si les États-Unis adoptaient le même type d'approche envers le Brésil ? Même si, bien sûr, le Brésil, c'est une tout autre affaire, puisque c'est la première économie du continent sud-américain. Qu'en pensez-vous ? Quelle est la probabilité que Bessent, Trump, ou même Hegseth, réclament des mesures punitives contre le Brésil ?

#Warwick Powell

Eh bien, je crois qu'on a vu que l'administration Trump a effectivement tendance à punir certains pays ou à mettre en œuvre des politiques qu'elle considère comme coercitives, pour les forcer à s'aligner davantage sur les États-Unis. Je pense que c'est sa manière de faire, de façon générale. Cela dit, la conception et la mise en œuvre de ce type de politiques coercitives n'ont pas toujours donné les résultats escomptés. Les mesures prises l'année dernière sur les droits de douane, par exemple, se sont largement retournées contre elle dans de nombreuses régions du monde. Ces guerres commerciales ont été conçues de façon maladroite, et elles ont souvent causé bien plus de difficultés aux pays dits alliés qu'aux concurrents des États-Unis, à leurs adversaires, ou quel que soit le terme qu'on veuille employer pour qualifier ces pays.

Le Brésil est en fait un cas d'étude très intéressant, parce qu'au cours des quinze dernières années environ, la Chine est devenue son premier partenaire commercial. Et bon nombre des produits que le Brésil exporte vers la Chine sont des produits pour lesquels les États-Unis occupaient autrefois une position largement dominante. Le soja en est un exemple classique : l'essor de la filière brésilienne du soja vient aujourd'hui concurrencer les États-Unis parmi les grands fournisseurs mondiaux. Cela offre bien sûr aux acheteurs chinois d'autres possibilités d'approvisionnement à travers le monde. Et

cela rend le marché des matières premières beaucoup plus concurrentiel. Ce qui a bien sûr eu, ces dernières années, des effets en retour sur les États-Unis, où la filière du soja s'est retrouvée sous une pression considérable.

Les droits de douane imposés par Trump l'année dernière, vous vous en souvenez, ont en fait entraîné une réduction des importations chinoises de soja américain. Mais la Chine a simplement augmenté ses importations en provenance du Brésil pour compenser. Et la viande bovine, bien sûr, est l'un des grands secteurs d'exportation du Brésil, entre autres. De leur côté, de nombreuses entreprises chinoises se sont implantées au Brésil au cours des quinze dernières années, grâce à des investissements directs. Ces investissements se détournent des matières premières, qui étaient les premiers secteurs dans lesquels les entreprises chinoises avaient investi, pour s'orienter de plus en plus vers les industries manufacturières locales, notamment les usines de fabrication de voitures électriques et d'autres activités de ce type.

Cela permet donc au Brésil de moderniser sa structure économique, de monter dans la chaîne de valeur et de renforcer progressivement sa base industrielle. Et là encore, ce qu'on a constaté ces dernières années, c'est que les pays qui ne disposent pas de capacités de production industrielle sur leur territoire sont souvent vulnérables lorsque les chaînes d'approvisionnement internationales sont perturbées et qu'il faut être en mesure de, vous savez, subvenir aux besoins de sa propre population dans ces circonstances. Le résultat de cette élection permettra donc de consolider davantage ces relations. Et c'est extrêmement important pour la poursuite du développement du Brésil lui-même.

C'est important pour l'Amérique latine, pour les raisons que nous avons évoquées tout à l'heure. Et je pense que c'est aussi extrêmement important pour l'économie chinoise, dont le Brésil est devenu un partenaire commercial de plus en plus important au cours des quinze dernières années. Le Brésil a offert aux importateurs chinois de nombreuses nouvelles possibilités dans des catégories de produits pour lesquelles ils étaient autrefois très dépendants des États-Unis. Alors, oui, on reviendra certainement un peu plus à la normale, si l'on peut dire, mais je ne sous-estimerais pas la détermination de Washington à mettre des bâtons dans les roues et à perturber les choses, parce que ce n'est pas ce que Washington aurait souhaité.

#Pascal

Non, non, c'est tout le contraire de ce que Washington cherchait à obtenir. Je veux dire, Donald Trump a apporté un soutien tellement appuyé à Bolsonaro — et je le rappelle, il s'agit du fils de l' ancien président Bolsonaro, qui est toujours en prison à l'heure actuelle — qu'il est très clair que les États-Unis voulaient voir tomber un autre de ces dominos. Eh bien, ce n'est pas ce qui s'est passé. Et je le rappelle, pour tous ceux qui nous rejoignent à l'instant, la grande nouvelle, c'est qu'il y a moins d'une heure, M. Lula a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle au Brésil. La course est donc terminée.

Il semble y avoir des discussions sur le respect des règles concernant les horaires des bureaux de vote, parce qu'ils seraient restés ouverts deux heures de plus que prévu, mais en vertu d'une décision de la Cour suprême. Il y a donc déjà beaucoup de choses à dire et plusieurs possibilités pour les États-Unis de s'en mêler, pour M. Trump d'intervenir et de remettre en cause l'élection. Pour l'instant, cela ne s'est pas encore produit. En fait, ce qu'on voit en ce moment, c'est que plusieurs messages de félicitations arrivent. L'un d'eux, sans grande surprise, vient de la présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, qui est elle-même, bien sûr, également de gauche et qui a succédé au précédent président mexicain, lui aussi de gauche.

Elle l'a félicité en disant : « Vive la démocratie. Le peuple brésilien a gagné. Félicitations, président Lula. » Et Claudia Sheinbaum est, à mes yeux, un peu le modèle de la voie que monsieur Bolsonaro doit probablement suivre, parce qu'elle a vraiment été présentée comme l'héritière du précédent président mexicain, dont le nom m'échappe. Comment s'appelait-il ? Mais s'il faut maintenant faire émerger quelqu'un comme Sheinbaum au Brésil, qu'en pensez-vous, Warwick ? Comment vont se dérouler les quatre prochaines années sur la scène politique brésilienne ? Parce que, du moins jusqu' ici, je n'ai pas vu monsieur Lula s'employer à préparer quelqu'un d'autre à prendre les rênes après lui.

#Warwick Powell

Eh bien, c'est toujours le défi quand on dirige en politique, n'est-ce pas ? Mettre en place, au bout du compte, des mécanismes et des structures qui permettent de poursuivre durablement le programme politique. Et je vois qu'une des personnes qui vous suivent nous a rappelé qui était l' ancien président mexicain.

#Pascal

Monsieur López Obrador. Alors, merci beaucoup de nous avoir éclairés. Oui, c'est López Obrador qui a contribué à l'ascension de madame Sheinbaum. Mais voilà, je vous rends la parole, Warwick.

#Warwick Powell

Oui, alors, écoutez, je pense que ce sera un chantier essentiel auquel Lula et le Parti des travailleurs devront s'atteler. Ça, c'est un premier point. L'autre aspect intéressant de ce résultat électoral, avant de trop se pencher sur ce que le président Lula fera ou ne fera pas au cours des quatre prochaines années, c'est que de nombreux Brésiliens ont manifesté leur mécontentement envers Meta, l' entreprise technologique américaine. Elle est accusée d'utiliser des algorithmes qui perturbent la diffusion de l'information et cherchent à favoriser certains candidats — évidemment, les candidats qui soutenaient Bolsonaro, ainsi que Bolsonaro lui-même.

C'est donc, à mon avis, un aspect intéressant de la dégradation des relations entre le Brésil et les États-Unis, autour du rôle — ou du rôle présumé, en tout cas — de cette grande entreprise

technologique américaine dans les manœuvres politiques de la campagne électorale. Lula lui-même a, je crois, engagé une action en justice contre Meta. C'était, à mon sens, une initiative importante, pas forcément parce qu'elle permettrait d'aboutir rapidement, mais parce que, ce faisant, il a attiré l'attention sur le rôle des géants de la tech dans les dynamiques électorales. Et il a fait de la question des algorithmes et de leur capacité à manipuler les résultats électoraux un enjeu politique.

Et c'est une mesure importante à laquelle, encore une fois, les pays du monde entier doivent prêter une attention toute particulière. Les algorithmes et les plateformes de réseaux sociaux ont été utilisés comme des outils par les forces politiques soutenues par les États-Unis pour perturber les dynamiques électorales locales et tenter d'influer sur les résultats des élections. Et que cela serve, en quelque sorte, d'avertissement aux candidats politiques du monde entier qui se réclament de la souveraineté de leur pays. S'ils ne prennent pas la mesure de la nécessité de s'attaquer à la capacité de ces grandes entreprises technologiques américaines à influencer les résultats électoraux, alors ils resteront toujours très, très vulnérables aux ingérences extérieures.

Donc, vous savez, le terrain de l'ingérence, en un sens, ne cesse de se déplacer. Je veux dire, nous avons déjà parlé, bien sûr, de la violence ouverte dont les États-Unis ont fait preuve lors de leurs nombreuses interventions à travers le monde au cours de toutes ces dernières décennies. La capacité à utiliser la technologie pour mener des ingérences politiques s'inscrit véritablement dans une nouvelle forme de guerre hybride, alors que les États-Unis cherchent à conserver au moins leur hégémonie régionale, et à endiguer la montée d'un monde multipolaire, si vous voulez.

#Pascal

Oui, et bien sûr, l'une des grandes vulnérabilités de tout système démocratique, c'est l'influence directe exercée sur la population par les médias. Et ce qu'on a pu constater, c'est que les États-Unis ont adopté ce genre de tactiques très, très tôt, avant même les réseaux sociaux, avec toute la machine de ce qui est finalement devenu le National Endowment for Democracy, la NED. Officiellement, cet organisme fait de la promotion de la démocratie. Par là, ils entendent créer à l'étranger des ONG et d'autres structures qui servent ensuite leurs intérêts, diffusent beaucoup d'informations, et créer des groupes de réflexion et d'autres organismes qui alimentent les informations et les chaînes, lesquelles orientent ensuite le débat dans un sens ou dans l'autre. Ça ne veut pas dire que le président américain est là à décider quels leviers actionner, de quoi on va parler au Brésil, par exemple, ou ailleurs. Mais ce sont des agents d'influence très importants. Et ça, c'est quelque chose auquel les États-Unis eux-mêmes sont vraiment très, très allergiques, et contre lequel ils ont des lois. Au point qu'ils ont cette loi, la FARA, qui impose de s'enregistrer non seulement aux agents étrangers, mais à toute personne qui cherche à influencer la politique américaine pour le compte d'intérêts étrangers, n'est-ce pas ?

C'est quelque chose que les États-Unis et l'Union européenne, par exemple, critiquent très vivement quand d'autres pays mettent en place des politiques similaires. La Géorgie, par exemple, a été vivement critiquée l'année dernière pour avoir adopté une loi qui exige simplement la transparence

sur le financement des grandes ONG qui reçoivent plus de vingt-cinq pour cent de leurs fonds de l'étranger. C'est tout. Mais cela suffit, bien sûr, à mettre au jour les liens que certaines de ces ONG entretiennent avec des gouvernements étrangers. Maintenant, au Brésil, je suppose que la NED a été très active, et que l'USAID l'était aussi quand elle existait encore.

Et il ne s'agit pas de diaboliser l'USAID en particulier. Certains des programmes qu'elle gérait étaient réellement utiles. Mais il n'en reste pas moins que ce type d'agents d'influence peut aussi peser sur le discours dans les médias traditionnels et, de plus en plus aujourd'hui, sur les réseaux sociaux. Il faut sans doute s'attendre à ce qu'on en parle davantage au Brésil maintenant. C'est justement ce dont je parlais il y a un instant. Monsieur Bolsonaro remet apparemment en cause les résultats de l'élection et juge inacceptables les changements qui ont été apportés, à savoir les deux heures supplémentaires accordées aux électeurs pour voter.

Il affirme que le juge de la Cour suprême, ancien avocat de Lula, a changé les règles du jeu en prolongeant le vote de deux heures, ce qu'il considère comme anormal et inacceptable. Pour l'instant, il ne semble pas rejeter les résultats de l'élection, mais il prépare peut-être le terrain pour le faire. C'est toutefois là qu'il doit être extrêmement prudent, car cela pourrait frôler l'illégalité si les autorités électorales ont, bien sûr, déjà validé les résultats. Mais nous verrons jusqu'où il ira. Qu'en pensez-vous ? Vous attendez-vous maintenant à une lutte pour le pouvoir après l'élection ?

#Warwick Powell

Écoutez, tenter de délégitimer le résultat de l'élection, c'est bien sûr la première chose qu'on fait quand on prépare une campagne de longue haleine. Au lieu d'accepter le résultat de bonne grâce, le camp Bolsonaro prépare clairement le terrain pour une campagne de délégitimation, sinon pour contester directement le résultat de l'élection, du moins pour saper le mandat populaire dont le président Lula pourrait chercher à se prévaloir à l'issue de ce scrutin. Je veux dire, c'est un résultat important, mais ne nous laissons pas non plus bercer par l'idée qu'il s'agissait d'un raz-de-marée. Le président Lula l'a emporté avec cinquante et un virgule huit pour cent des voix.

C'est un résultat solide, mais cela signifie tout de même que près de la moitié des électeurs ne l'ont pas soutenu. Et quand on regarde cette carte électorale, cette fracture entre le Nord et le Sud, on voit bien que le pays est traversé par de profondes divisions, politiques, économiques, culturelles et sociales. Et je pense qu'au bout du compte, la situation politique du Brésil oblige Lula, de mon point de vue, à essayer d'élargir sa base. Voilà les défis à relever. Vous savez, si l'on prend l'économie, par exemple, quels sont les facteurs qui pèsent sur les Brésiliens ordinaires et sur les communautés brésiliennes ?

Eh bien, le niveau élevé de la dette privée est un problème majeur, tant pour les ménages que pour les entreprises. Les taux d'intérêt sont élevés. L'inflation reste un problème. Donc, vous savez, il y a des difficultés importantes auxquelles il faut s'attaquer. Et espérons que sa réélection lui donnera l'élan nécessaire pour engager certaines des mesures qui s'imposent pour y faire face. Mais je pense

qu'il y a lieu de s'inquiéter du fait que Bolsonaro n'a pas accepté sans réserve le résultat de l'élection et qu'il cherche maintenant à préparer le terrain, sinon pour contester ce résultat en justice, du moins, en tout cas, pour en saper politiquement la légitimité.

#Pascal

Je veux dire, ce serait légitime dans le sens où l'on dit : « C'était injuste, on nous a volé cette élection », mais au bout du compte, on accepte le résultat et on se prépare à gagner l'élection suivante. C'est comme ça que les choses devraient se passer. Le danger, bien sûr, c'est que quelqu' un tente d'aller plus loin et d'inverser ces résultats. Mais seul le temps nous permettra d'en savoir plus sur ce point. Ce qu'il faut rappeler à propos de M. Lula, c'est qu'il fait partie des acteurs politiques d'Amérique du Sud qui se sont vraiment distingués par beaucoup de prises de position qui ne plaisaient pas beaucoup aux pays du Nord. Et quelque chose vient justement de me le rappeler. Permettez-moi de vous montrer ceci. Hier, M. Julian Assange a publié l'un de ses très rares tweets, rappelant à tout le monde que M. Lula avait bel et bien essayé de l'aider lorsqu'il était détenu à l' isolement.

Et il est même allé jusqu'à poser pour une photo avec Assange, sa femme et leurs deux fils. Et, vous savez, à l'époque, M. Assange était l'ennemi numéro un des États-Unis, au point qu'on sait aujourd' hui que Mike Pompeo, Hillary Clinton et d'autres réfléchissaient à la manière de tuer ce type, pas vrai ? Et c'est en fait grâce à ses liens avec l'Amérique latine qu'il a pu échapper à la prison pendant un temps. Il se trouvait, bien sûr, à l'ambassade d'Équateur au Royaume-Uni, où il avait en quelque sorte obtenu un asile temporaire. Mais « temporaire »… ça a duré presque sept ans, non ? Dans des conditions absolument effroyables. Enfin, le pauvre. Mais ça montre à quel point WikiLeaks menaçait réellement la puissance américaine, parce que, pour la première fois, le site rendait publiques certaines choses que les États-Unis tenaient vraiment à garder secrètes.

Et quand on y pense, enfin, certaines informations qui sont aujourd'hui publiques et qui sont très importantes pour comprendre les évolutions géopolitiques nous viennent de WikiLeaks. Notamment, bien sûr, la note envoyée de Moscou par Bill Burns en deux mille huit, alors qu'il y était ambassadeur des États-Unis. Il y disait, en substance : « Écoutez, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, c'est la plus rouge de toutes les lignes rouges. Ici, personne n'en veut. Cela mènera à la guerre. » Sans des gens comme Assange, nous ne saurions pas que les États-Unis le savaient, ni que cela avait été communiqué en interne. Et des gens comme Assange auraient connu un sort bien pire sans, vous savez, ces pays d'Amérique du Sud qui refusaient de se plier aux injonctions et qui ont effectivement essayé, tant bien que mal, de faire quelque chose pour ces dissidents.

C'est aussi comme ça que j'interprète, bien sûr, la brutalité avec laquelle les États-Unis s'en prennent à Cuba. On ne peut tout simplement pas tolérer des régimes qui ne vous soutiennent pas dans son propre hémisphère — enfin, « son propre hémisphère », entre guillemets. Mais c'est comme ça que Donald Trump voit aujourd'hui l'Amérique du Sud. Pensez-vous donc que cette victoire de monsieur Lula pourrait effectivement apporter un soutien, vous savez, à ceux qui défendent un monde

multipolaire dans l'hémisphère des États-Unis ? Et pensez-vous que les risques que prennent Lula et le Brésil sont réels ? Ou, là encore, pensez-vous que la multipolarité est déjà suffisamment avancée pour qu'un renforcement des échanges commerciaux avec la Chine puisse amortir le choc ?

#Warwick Powell

Écoutez, je pense que c'est un véritable coup de fouet pour les forces politiques de l'hémisphère occidental et des Amériques, en particulier celles qui cherchent à gagner en autonomie, à l'échelle nationale et régionale, face à l'influence des États-Unis. Cela leur permet d'ouvrir des voies de développement économique qui, à terme, peuvent améliorer le niveau de vie de ces pays et des gens ordinaires qui y travaillent. Les États-Unis, ne l'oublions pas, considèrent depuis longtemps l' Amérique latine comme guère plus qu'un fournisseur de matières premières, et ils n'ont certainement pas fait grand-chose pour y stimuler et soutenir un développement économique durable.

Donc, il n'a jamais été dans l'intérêt des États-Unis et du capital américain que l'Amérique latine devienne trop indépendante et se dote de capacités susceptibles de remettre en cause la position concurrentielle de l'industrie américaine. Mais, parallèlement aux investissements des entreprises chinoises au Brésil, toute une série d'autres accords ont aussi été conclus, dans les domaines de la recherche et du développement, de la recherche scientifique, de la coopération sur un programme spatial et des technologies satellitaires. Or, ce sont des choses auxquelles des pays du monde entier n'ont tout simplement pas eu accès pendant de très longues décennies. Et ces coopérations fourniront, à long terme, les bases matérielles d'un autre avenir, ou d'un avenir offrant d'autres possibilités. Mais elles doivent encore être consolidées.

De toute évidence, ces dernières années, on a vu en Amérique latine des fragilités politiques que le président Trump et ses associés peuvent exploiter. Et on a aussi vu que Washington était prêt à déployer rapidement les moyens de force dont il dispose dans des pays comme le Venezuela, sans oublier, bien sûr, l'embargo toujours en vigueur contre Cuba. Alors, ce résultat au Brésil, c'est une belle victoire pour la multipolarité. Mais il rappelle surtout à tout le monde à quel point cette multipolarité est vulnérable et fragile aujourd'hui, partout dans le monde, et à quel point les pouvoirs en place, notamment aux États-Unis, disposent encore de moyens matériels considérables : forces navales, forces spéciales, agences à trois lettres ou encore immense réseau d'ONG. Ce sont des ressources colossales, utilisées depuis des années en Amérique latine pour servir les intérêts américains. Il ne faut donc pas les sous-estimer. Mais pour l'instant, je pense que, vous savez, c'est quelque chose dont on peut se réjouir.

#Pascal

Non, c'est tout à fait le cas. Je pense que ça s'inscrit dans la logique d'un monde multipolaire. Et ça contraste aussi assez nettement avec la direction que prend l'Europe. Ce week-end, on a vu ces manifestations de très, très grande ampleur en France. Et, bien sûr, cela fait maintenant près de

deux semaines que des manifestations violentes se poursuivent. Je ne pense pas qu'il y ait de lien direct entre le Brésil et ce qui se passe en France. Ce sont clairement deux situations distinctes. Mais c'est en quelque sorte le résultat de la même crise mondiale et des mêmes bouleversements auxquels nous assistons. Pour faire une petite parenthèse, quel regard portez-vous sur la France et sur la direction que semble prendre l'Europe ? Parce qu'on y voit des dirigeants dont les cotes de popularité sont historiquement basses et qui continuent malgré tout à avancer, sans rien changer.

Monsieur Macron n'en a visiblement plus rien à foutre de son pays. Et des personnes que nous avons rencontrées récemment, dont Nel Bonilla, soulignent qu'en fait, vous savez, la France n'a même pas eu besoin de recourir à des lois d'exception pour réprimer ces manifestations avec une violence vraiment brutale et commencer à incarcérer certains manifestants. Cela s'inscrit désormais dans cette nouvelle évolution de l'Europe, qui devient de plus en plus autoritaire et impose toujours plus les décisions d'en haut. Elle parle d'un « État bunker », de la transformation de l'Europe en États bunkers. Alors qu'ailleurs, comme au Brésil en ce moment, on a l'impression que ces forces sociales-démocrates de gauche gagnent du terrain. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

#Warwick Powell

Oui, écoutez, il y a clairement une manœuvre tactique, ou peut-être stratégique, qui vise à instaurer un état d'exception permanent, mais sans avoir à le déclarer. Ce qui se passe, c'est une extension progressive des états d'exception autour d'événements précis et de personnes en particulier, à travers des sanctions contre divers dissidents, Jacques Baud et d'autres. Et je sais que vous vous êtes beaucoup mobilisé pour défendre des personnes en Europe qui ont été, en quelque sorte, privées de leur existence en tant que personnes, vous voyez, exclues du système bancaire et ce genre de choses. Donc, cette notion de persona non grata a servi à créer un état d'exception autour de certains individus. Et maintenant, pouvoir recourir à une répression policière musclée sans déclarer d'état d'exception, je pense que cela fait partie intégrante de cette dérive progressive.

La situation en France, telle que je la vois, a commencé par des étudiants qui protestaient, à juste titre selon moi, contre la réduction des moyens consacrés à l'éducation. Je veux dire, les responsables politiques européens ne semblent jamais se faire le moindre souci quand il s'agit de justifier le financement des efforts de guerre ou du complexe militaro-industriel. Mais c'est frappant de voir à quelle vitesse ils se mettent, vous savez, à se lamenter : « Où va-t-on trouver l'argent pour l'éducation, la santé ou les services sociaux ? » Et je pense que les étudiants en avaient clairement assez. L'autre chose que cela révèle, à mon avis, c'est la combinaison d'une caractéristique structurelle de l'Union européenne et de la zone euro avec une façade idéologique qui a assuré la cohésion du projet économique européen. Il s'agit du rôle central d'une monnaie régionale, l'euro, et de la manière dont elle limite les politiques que chaque État membre peut mener.

Et cela gomme aussi, si vous voulez, la diversité des situations à l'échelle européenne. Un pays comme l'Allemagne, par exemple, est traité à tous égards comme s'il était identique à la Grèce, et les mêmes contraintes leur sont imposées par le traité de Maastricht. Les règles de la zone euro ont

donc, à mon avis, été très contre-productives pour la capacité de chaque État-nation, en particulier ceux du sud de l'Europe, à faire face aux défis et aux problèmes économiques. Quant à la situation en France… Enfin, la croissance économique française est d'environ un pour cent par an en ce moment. L'endettement privé augmente et le gouvernement refuse d'investir dans son système éducatif, tout en battant les tambours de la guerre.

Quand on met tout ça bout à bout, je pense qu'on a une véritable poudrière. Peut-être que l' explosion de colère qu'a connue la France ces deux dernières semaines est le signe avant-coureur de ce qui nous attend. Je ne suis pas certain que tous les ingrédients soient déjà réunis pour provoquer le genre de ruptures qui, au bout du compte, me semblent nécessaires pour impulser les changements dont on a besoin. Mais malgré tout, encore une fois, cela envoie un signal au monde : une population n'est pas passive. Les gens ordinaires ne sont pas les victimes passives des agissements des élites. Et, de fait, les gens ordinaires ont bel et bien la capacité de descendre dans la rue et de se réapproprier leur ville, leur pays et leur vie politique. Et c'est peut-être un signe de ce qui nous attend.

#Pascal

Oui, et les mondialistes des cercles dirigeants devraient vraiment s'inquiéter de voir qu'un tel mécontentement et une telle opposition persistent dans la population. Et puis, bien sûr, dans le cadre d'élections populaires en bonne et due forme, ce mécontentement peut s'exprimer, et les choses peuvent changer par les voies politiques légitimes. Et juste pour vous donner une idée, je parcours certains des commentaires que nous recevons et, apparemment, vous savez, l'idée que l' élection brésilienne portait aussi sur le pouvoir des réseaux sociaux semble assez répandue. Nous avons par exemple ce commentaire d'Alan Kayser : « Maintenant, le peuple l'emporte sur Meta. » Nous avons d'autres commentaires très similaires.

Il y en a en fait pas mal. Ce ne sont que deux exemples : « Lula, avec l'aide du député Janones, a vaincu l'algorithme caché de Meta. » « Cette victoire a été une défaite historique pour la dictature algorithmique des géants de la tech. » Alors, que ce soit vrai ou non, c'est une autre question. Mais le sentiment que les géants de la tech, les grands médias et d'autres encore cherchent à influencer les préférences des électeurs semble assez répandu. Et, au passage, une autre information vient de tomber : monsieur Bolsonaro conteste officiellement le résultat. Le sénateur d'extrême droite Flávio Bolsonaro a déclaré qu'il était impossible de reconnaître le résultat de l'élection et que son équipe juridique chercherait à faire annuler le scrutin.

Il semble donc que ce soit sur la prolongation de deux heures du scrutin accordée par la Cour suprême qu'ils comptent apparemment fonder leur recours. Mais le fait qu'il parle de son équipe juridique et d'une annulation, qui relève bien sûr d'une procédure judiciaire, semble indiquer qu'il aurait peut-être décidé de ne pas faire ce que son père a tenté la dernière fois, quand monsieur Lula a gagné : renverser les résultats par la violence. Son fils est donc peut-être un peu plus prudent. Et, Warwick, n'hésitez pas à réagir à cela, ou à un autre point qui rejoint ce dont vous parliez tout à l'

heure : la structure monétaire de l'Union européenne, bien sûr, comparée à celle de l'Amérique du Sud.

Je trouve fascinant que tous les dirigeants de droite en Amérique du Sud parlent assez ouvertement soit d'arrimer leur monnaie au dollar américain, soit, comme l'a fait monsieur Milei en Argentine, de supprimer complètement la monnaie locale et de dollariser officiellement l'économie. Enfin, ça ne s' est pas fait, heureusement, mais ça me semblerait être une décision incroyablement insensée. Pourtant, ce genre d'idée circule dans ces milieux conservateurs, que je qualifierais, vous savez, de néolibéraux ou de libertariens radicaux. D'où pensez-vous que ça vient ? Enfin, moi, je n'y vois rien de bon, mais pourquoi pensent-ils que ça pourrait être utile ?

#Warwick Powell

Eh bien, c'est avantageux pour leurs propres élites. Elles accumulent des richesses en dollars américains, et c'est la principale raison. Il y a des exemples historiques très intéressants qui continuent d'avoir des répercussions sur de vastes régions du monde. Je pense au franc CFA, par exemple : plusieurs pays africains continuent de voir leur monnaie émise sous l'œil vigilant de Paris. Et cela limite la capacité de ces pays à définir, par l'intermédiaire de leurs propres institutions, leurs priorités et leurs politiques économiques, qu'il s'agisse de politique monétaire ou budgétaire. Cela limite aussi leur capacité à se doter de structures institutionnelles qui vont à l'encontre des préférences idéologiques, économiques et politiques des acteurs du Nord.

N'oublions pas qu'au cours des quatre ou cinq dernières décennies, les pays d'Amérique latine ont connu, par intermittence, des crises monétaires, et que celles-ci tournent toujours autour de dettes libellées en dollars américains. Et cela a ouvert grand la porte à des institutions comme le FMI et, de plus en plus, aux fonds de capital-investissement, soutenus par la puissance des États-Unis dans la région, pour contraindre ces pays à adopter des mesures d'austérité, à donner la priorité au remboursement des dettes en dollars plutôt qu'au développement économique local et, en dernier recours, si nécessaire, à liquider des actifs publics au profit d'acheteurs disposant de dollars, afin de pouvoir honorer leurs emprunts libellés en dollars. Alors, l'idée de renoncer volontairement à sa propre politique monétaire nationale me semble être une folie. Et les exemples ne manquent pas.

Mais je pense que l'Union européenne, par exemple, avec ses grandes ambitions autour de l'euro, illustre l'échec de ce processus de regroupement. Et je sais qu'au fil des années, on a évoqué de temps à autre l'idée d'une monnaie latino-américaine. Je dirais à mes amis latino-américains : vous savez, faites très attention à ce que vous souhaitez. Gardez à l'esprit ce qui s'est passé dans la zone euro et la façon dont les pays plus petits et plus faibles se retrouvent souvent à la merci des plus grands. Mais pire encore, ce qu'on a vu en Europe au fil des années, c'est une concentration du pouvoir de décision politique au sein même de la Commission européenne. Les priorités et les orientations politiques y sont largement fixées par des fonctionnaires, des agents de l'État, plutôt que par des élus, ou du moins par des représentants qui ont, d'une manière ou d'une autre, des comptes à rendre aux populations dont ils sont issus.

Vous savez, quel que soit ce mécanisme, nous savons que les fonctionnaires qui travaillent au sein de l'appareil d'État permanent à Bruxelles sont déconnectés des préoccupations quotidiennes des Européens, qu'ils vivent en Grèce ou dans le sud de la France. Je pense donc qu'il faut être prudent avec cette idée de monnaies régionales. Pour l'instant, pour revenir à cette question plus large, je pense que les BRICS continuent d'œuvrer au renforcement des règlements transfrontaliers en monnaies nationales. Et le Brésil joue bien sûr un rôle important dans ce domaine, puisqu'il assure, si l'on peut dire, la présidence de la Nouvelle Banque de développement, dont le siège est à Shanghai. Mais la présidente de la Nouvelle Banque de développement est en fait une ancienne présidente du Brésil.

#Pascal

Voilà. Non, je recommande vraiment aux pays souverains d'avoir leur propre monnaie, ne serait-ce que pour disposer de leur propre prêteur en dernier ressort. On renonce à beaucoup de choses quand on abandonne sa monnaie, et on ouvre la porte à toutes ces politiques qu'on vous vendra en vous disant, vous savez : « Vous êtes obligés de les appliquer parce que vous avez reçu un prêt du FMI et que vous devez maintenant rembourser une dette libellée en dollars. Alors, si vous voulez des dollars américains, vous devez faire ceci, et tant pis pour tous vos syndicats, tant pis pour toutes ces protections des plus vulnérables. Vous devez maintenant appliquer ces politiques, parce que ce sont des ajustements structurels. » Et ça, bien sûr, c'est une façon de dire, dans le jargon néolibéral et libertarien : « Vous souffrez, nous empochons les gains. » Et il me semble qu'au Brésil, les gens n' ont pas avalé ce genre de discours et restent favorables à des politiques qui devraient être faites pour les gens, enfin, je l'espère.

Je ne vis pas là-bas. Je ne connais pas très bien la situation. Mais il me semble que la popularité de monsieur Lula da Silva a tout juste suffi à faire pencher la balance. Et nous arrivons à une heure d' entretien. Alors, Warwick, je voudrais vous remercier chaleureusement de nous avoir rejoints en ligne. C'est aussi le moment de dire à tout le monde : allez découvrir le travail du docteur Warwick Powell. Vous trouverez son Substack, qui est vraiment excellent. Il propose toujours de très bonnes analyses géoéconomiques et, bien sûr, il a récemment écrit et publié un livre, *Thermoeconomics in a Time of Monsters*. Nous aimons tous parler du temps des monstres. Nous l'avons d'ailleurs fait tout récemment lors d'une conférence. Vous pouvez aussi retrouver mon Substack, où je publie un peu moins que Warwick, mais où je propose tout de même, de temps à autre, des articles sur les études consacrées à la neutralité et sur les questions géopolitiques. Warwick, y a-t-il d'autres endroits où les gens peuvent vous retrouver ?

#Warwick Powell

Écoutez, c'est probablement le meilleur endroit. Comme vous l'avez dit, c'est sur Substack, et j'ai aussi une petite chaîne YouTube. Les gens peuvent aller y jeter un œil. Je crois qu'on fait un peu l' inverse l'un de l'autre. Moi, j'ai tendance à écrire davantage et à moins m'occuper de ma chaîne. Je

ne fais qu’un entretien par semaine, et je m’intéresse surtout aux chercheurs asiatiques et africains. J’ai aussi reçu des chercheurs d’Amérique latine dans l’émission, mais elle a une orientation un peu plus universitaire, si vous voulez, et elle donne la parole aux voix du Sud global. Donc oui, les gens peuvent aussi aller voir ça.

#Pascal

Ce dont on a bien besoin en cette époque de monstres. Sur ce, docteur Warwick Powell, merci beaucoup de nous avoir accordé de votre temps aujourd’hui.

#Warwick Powell

Ce fut un plaisir, Pascal.